



*déclaration CTSD 33 du 24/06/14*

Madame la Directrice Académique adjointe,

Tout a été dit, ou presque, sur la crise que traverse notre École. De la large consultation organisée en début de mandature aux résultats des évaluations internationales, notre École ne brille guère que par un élitisme qui, non seulement ne réduit plus les inégalités sociales, mais désormais les creuse. Cette crise systémique dure depuis près de 20 ans. **Elle est indigne de notre République et de sa promesse humaniste.** Elle met de côté et fait souffrir ceux qui sont les plus éloignés des savoirs constitués.

Ce constat, implacable et accablant, impose d'agir. Agir en tournant le dos aux recettes du passé qui ont fait la preuve de leur échec. Nous ne construirons pas l'École égalitaire et bienveillante du XXI<sup>e</sup> siècle sur les bases de l'école de la ségrégation scolaire et sociale du XIX<sup>e</sup>me. Il faut, en effet, en finir avec cette école engluée dans un bloc secondaire ségrégatif qui empêche l'émergence d'un parcours cohérent de la scolarité obligatoire. Il faut sortir de ce néo-fixisme et de ce culte quasi fétichiste des disciplines que certains présentent comme les lignes de fuites de l'horizon de la culture commune. Cette image est d'ailleurs révélatrice car un horizon a surtout une particularité : c'est celle de s'éloigner au fur et à mesure que l'on croit s'en approcher

À l'UNSA-Éducation, nous considérons au contraire qu'il faut bâtir du commun pour chacun et que ce commun exige la mobilisation des savoirs, des savoirs faire et des savoirs êtres. C'est pour quoi nous ne tolérerons pas une Refondation édulcorée ou au rabais. Notre système éducatif, pour faire réussir chacun, doit changer en profondeur. Je préfère parler de la réussite de chacun et pas de la réussite de tous, car il y a dans cette dernière expression une forme d'hypocrisie. La réussite de tous est un slogan commode qui conduit à se limiter à faire le décompte, mais en toute bonne conscience, du nombre de ceux qui, chaque année, ne réussissent pas. La réussite de tous est une promesse qui est donc tenue ou non. La réussite de chacun est, en revanche, un engagement. Un engagement qui oblige et un engagement qui responsabilise.

Le changement doit donc être profond et les leviers de ce changement sont connus. Pour devenir bienveillante, plus juste, permettre la réussite de chacun, notre École doit s'appuyer sur plusieurs éléments forts et structurants

### **Le premier d'entre eux est le socle commun.**

Le socle commun de connaissances, de compétences et de culture constitue le cadre de référence de la scolarité obligatoire commune en France, qui s'étend de l'école primaire au collège. Il constitue un objectif général de formation, au service de la réussite de toute une génération d'élèves.

L'UNSA-Éducation tient à exprimer ici sa profonde déception et sa grande inquiétude à la lecture du projet que le président démissionnaire du Conseil Supérieur des Programmes a remis au ministre

**Pour notre part, nous nous opposerons à toutes tentatives visant à solder le socle commun, parce que nous refusons que l'on brade –pour des raisons idéologiques ou corporatistes– la réussite de chaque enfant et jeune, la transformation de notre système d'Éducation, l'avenir de notre démocratie.**

Nous demandons d'ores et déjà que les travaux du CSP reprennent sur de nouvelles bases pour prendre en compte les enjeux réels du socle.

Après ce curriculum de la scolarité obligatoire, **l'articulation Bac -3/bac +3** doit permettre, elle, de construire des parcours qui conduisent le plus grand nombre à la réussite de leurs études, y compris au-delà du baccalauréat.

Cette double refondation en profondeur autour de deux temps spécifiques de la scolarité : le socle commun de la scolarité obligatoire, puis le bac-3/bac+3, ne peut se réaliser qu'en s'appuyant sur la **formation des enseignants et de l'ensemble des personnels d'éducation.**

**Les ESPé** démarrent lentement. Elles ne peuvent être le « ripolinage » des ex-IUFM. Trois exigences sont incontournables pour nous :

- qu'elles soient des écoles de formation professionnelle et donc qu'elles arment l'ensemble des enseignants à la connaissance et à la pratique de modalités pédagogiques diversifiées, adaptées, qui permettent la bienveillance et l'implication de tous les élèves ;
- qu'elles soient des écoles de formations au métier d'enseignant dans toutes ses facettes, et donc qu'elles permettent au sein de troncs communs les connaissances, les pratiques et les projets communs entre professeurs des écoles, des collèges, des lycées, des universités ;
- qu'elles soient des écoles de formations de l'ensemble des professionnels de l'Éducation, et qu'à ce titre des formateurs issus des champs de l'éducation populaire et de la culture interviennent en leur sein et que des formations regroupent ensemble enseignants et animateurs associatifs ou municipaux (par exemple dans le cadre de stages de formation continue sur les territoires) et leur permettent de construire une culture commune et des habitudes de travail partenarial.

Dans cette approche, **les PEDT** doivent devenir le cadre de référence de la construction des politiques éducatives de qualité sur tous les territoires. Ils ne doivent pas s'arrêter au premier degré.

Après l'aménagement des rythmes scolaires qui, pour nous, doit être une articulation de tous les temps éducatifs. Il faut que le collège, parce que c'est la logique même du socle commun, soit un des acteurs des PEDT et que l'ensemble des politiques éducatives en direction des enfants et des jeunes soient prises en considération, construites et articulées entre elles.

Enfin, la formation continue doit être un levier essentiel de la refondation, une formation continue pensée comme un processus de long terme, offrant des occasions régulières de travail entre collègues en partant des besoins et des problèmes rencontrés dans le travail quotidien. Une formation qui reconnaît l'expertise des acteurs, valorise la collaboration, le partage de l'information et encourage à la prise de risque.

S'agissant de la mise en œuvre des rythmes scolaires à la rentrée scolaire 2014, à l'ordre du jour de ce CTSD, l'UNSA-Éducation rappelle que la nécessaire recherche de consensus est présente dans ce nouveau décret, ce qui répond aux exigences que l'UNSA-Éducation a formulées tout au long de l'an I de la mise en œuvre de la réforme.

C'est pourquoi, nous vous demandons, Madame la Directrice Académique, de nous indiquer, pour chaque projet examiné aujourd'hui, s'il s'agit d'une proposition d'organisation conjointe de la commune et du ou des conseils d'école avec les dates de ces conseils d'école.

Je voudrais juste, avant de conclure, revenir sur la notion d'inégalité sociale, thème qui vous est cher. Si l'École ne crée pas les inégalités sociales, elle ne réussit pas à lutter contre, voire elle les renforce désormais et c'est pour cela que nous devons réussir la Refondation.

Ne dédouanons donc pas l'École de ses responsabilités, mais ne lui demandons pas de résoudre à elle seule tous les maux de la société, elle ne le peut pas. D'autres leviers doivent être activés pour lutter contre les formes de pauvreté et d'exclusion.

La réponse la plus juste que notre système scolaire puisse proposer est celle de **l'école inclusive** -non dans une vision réduite à l'accueil indispensable des seuls élèves en situation de handicap- mais dans une approche large qui postule que chaque enfant participe activement et apporte ses richesses issues de ses différences. Tout système qui permet au plus fragile de progresser, permet aussi au plus avancé de continuer à avancer.

**C'est cette école inclusive, bienveillante, de la réussite de chacun qu'il nous faut construire maintenant.**

**C'est une urgence sociale, culturelle, démocratique.**

**Elle ne tolère ni atermoiements, ni retours en arrière, ni demi-mesures.**

**C'est cette ambition de refonder le logiciel de notre éducation que nous attendons à l'UNSA-Éducation**

**Et c'est donc à cette aune que nous jugerons les décisions, les actes et donc le mandat du ministre de l'Éducation nationale.**

Pour l'UNSA-Éducation

Evelyne FAUGEROLLE  
Céline GRAVELLIER  
Cédrine SANCIER  
Vincent FAUVEL

*l'éducation,  
notre terrain d'action*

